

« TENDANCES DE L'ORIENT »

# Menaces états-uniennes pour masquer les défaites de Bandar Ben Sultan

*par Pierre Khalaf*

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 26 AOÛT 2013

ENGLISH



Les menaces états-uniennes visent à masquer les défaites de Bandar Ben Sultan

**P**ar Ghaleb Kandil

La nouvelle affaire des armes chimiques provoquée par la coalition composée des puissances occidentales, d'Israël, des monarchies rétrogrades du Golfe, et exécutée par la mouvance takfiriste, a fait long feu à cause de la vigilance de l'alliance syro-russo-iranienne. Les satellites russes sont en effet très actifs au dessus de la Syrie et les informations recueillies par le commandement militaire syrien prouvent que le « *film chimique* » vise à servir de prétexte à une agression contre la Syrie, pour compenser les pertes essuyées par les gangs terroristes venus de

Jordanie. Ces pertes sont estimées à des milliers de morts et de blessés, tombés dans des embuscades et des contre-offensives menées par l'armée syrienne, notamment autour de Damas et dans le région de Lattaquié, où les troupes régulières ont repris les villages occupés par les terroristes, après y avoir massacré des centaines de civils.

Les médias états-uniens ont répandu des informations sur le déploiement de navires de guerre supplémentaires en Méditerranée et des propos attribués à Barak Obama sur l'examen de diverses options, y compris militaires en Syrie. Pourtant, le président US et son staff avaient clairement fait comprendre à leurs alliés l'incapacité des États-Unis à supporter le prix humain, militaire et financier d'une intervention en Syrie. En outre, une attaque terrestre de l'Otan constituerait une maladresse qui coûterait aux États-uniens beaucoup plus cher que ce qu'ils sont capables de supporter.

Le rôle d'Israël dans l'incitation à une agression contre la Syrie est apparu au grand jour. Le Premier ministre Benyamin Netanyahu et le président Shimon Peres ont clairement appelé à une intervention directe, affirmant qu'« *il est temps de sortir les armes chimiques de Syrie* ». Des arguments qui prouvent que les pays du Golfe et l'État hébreu se trouvent, encore une fois, dans la même tranchée.

L'étroitesse des choix dont disposent les États-Unis et leur alliés est avant tout due à la résistance de l'État syrien face à la guerre universelle dont il est la cible. Mais aussi à la détermination de ses alliés. La présence de la flotte russe sur le littoral syrien et en Méditerranée, et le soutien multiforme de l'Iran sont des éléments essentiels. D'ailleurs, ce soutien ne s'est pas démenti ces dernières heures. Réagissant à une éventuelle opération militaire contre la Syrie, le commandant Massoud Jazayeri, adjoint du chef de l'état-major des forces armées iraniennes, a prévenu que « *si les États-Unis franchissent cette ligne rouge (en Syrie) il y aura de dures conséquences pour la Maison-Blanche* ».

Toutes ces gesticulations occidentales ont pour but de rehausser le moral des gangs terroristes, dominés par les takfiristes, après que l'État syrien eut réussi à ramener dans son giron des milliers de combattants rebelles. Elles visent aussi à cacher la véritable fonction de la réunion des états-majors militaires d'une dizaine de

pays en Jordanie, la semaine prochaine, pour intensifier l'intervention des services de renseignements en Syrie.

Les informations qui circulent dans les coulisses diplomatiques assurent qu'un délai a été accordé jusqu'à la fin de l'année au chef des services de renseignement saoudiens, Bandar Ben Sultan, pour tenter de modifier les équilibres en Syrie. C'est pour cela qu'il ordonne des attentats au Liban dans l'espoir de pousser le Hezbollah à retirer ses combattants de Syrie, où leur participation a permis à l'armée syrienne d'enregistrer des succès importants. Dans le même temps, Bandar tente de mobiliser le plus grand nombre de takfiristes possible après que des milliers de mercenaires eurent été tués.

Les quatre prochains mois seront caractérisés par une grande escalade militaire et politique, mais celle-ci ne sera pas capable de provoquer des changements majeurs à l'échelle stratégique. L'État syrien, son armée et leurs alliés ne sont pas prêts de perdre l'initiative, malgré l'ampleur des moyens utilisés par la « *Coalition du mal* », conduite par les États-Unis. Les takfiristes sont rejetés par le peuple syrien. Ce changement dans l'état d'esprit populaire, qui est apparu il y a un an, s'enracine de jour en jour. De plus, la « *Coalition du mal* » se trouve dans une impasse en Égypte, au Yémen, en Irak, tandis que la Turquie a vu ses ambitions impériales s'effilochoer, alors qu'Israël est incapable de mener de nouvelles guerres. L'embuscade tendue par la Résistance contre une patrouille des troupes d'élite israélienne, qui a pénétré en territoire libanais, le 7 août, est venu lui rappeler son impuissance.

Les prochains mois prouveront que Bandar Ben Sultan aura réussi à prolonger la durée de la guerre en Syrie. Mais il montreront que sa défaite inaugurerait une période de troubles à l'intérieur du royaume wahhabite, qui verra que ses tentatives de s'acheter un rôle à coup de milliards de dollars en Égypte ne l'aidera pas à compenser sa cuisante défaite en Syrie.

Un réseau animé par Bandar Ben Sultan veut  
faire exploser le Liban

Par Ghaleb Kandil

Les contours du plan du chef des services de renseignement saoudiens, Bandar Ben Sultan, visant à provoquer un embrasement général au Liban, sont dévoilés. Le commandant en chef de l'Armée libanaise, le général Jean Kahwaji, et le ministre de la Défense, Fayez Ghosn, ont fait état de l'existence de cellules qui projettent de placer des voitures piégées dans toutes les régions libanaises. Les faits leur ont donné raison avec les explosions de la banlieue sud de Beyrouth (27 morts et 330 blessés) et de la ville de Tripoli (45 morts et plus de 600 blessés). Ce qui s'est produit dans le chef-lieu du Liban-Nord a fait la lumière sur l'enchevêtrement politique et médiatique du réseau terroriste animé par Bandar, et sa détermination à plonger le pays dans une discorde confessionnelle.

La plupart des réactions après le double attentat de Tripoli ont mis en garde contre la discorde. De hautes personnalités politiques des coalitions du 8 et du 14-Mars ont exprimé un soutien sans ambages à l'Armée libanaise et aux services de sécurité dans leur lutte contre les groupes terroristes. Ils les ont appelé à accentuer leurs efforts pour démanteler les réseaux qui placent les voitures piégées.

À ce stade, l'enquête a prouvé l'existence de cellules takfiristes responsables des tirs de roquettes, des explosions survenues sur la route Beyrouth-Damas et dans la Békaa et des attentats à la voiture piégée. Ces groupes extrémistes sont financés par certains pays du Golfe et jouissent d'une couverture politique et sécuritaire fournie par le Courant du futur, sous le prétexte de mobiliser en faveur des rebelles syriens.

Il est nécessaire de montrer que ces cellules, composées de ressortissants de pays du Golfe (notamment Saoudiens), de Syriens, de Palestiniens et de Libanais, s'emploient à provoquer un embrasement sectaire au Liban. Continuer à leur assurer une couverture, de la part du Courant du futur, va faire payer au Liban un lourd tribut. Le parti de Saad Hariri doit annoncer clairement et ouvertement qu'il retire sa couverture à ces extrémistes et ne doit plus leur assurer une protection pour des considérations confessionnelles.

Les attentats de Tripoli ont cependant permis de découvrir l'existence d'un réseau animé par Bandar et comprenant des hommes politiques et des médias, qui se sont efforcés de compléter le travail des terroristes. On a ainsi pu voir des députés fanatiques, comme Khaked Daher et Mouïin Merhebi, ainsi que des cheikhs proches d'Al-Qaïda, comme Baroudi, Daï al-Islam al-Chahhal et Omar Fostok, tenir des propos susceptibles de provoquer une discorde sectaire et un bain de sang. Ils ont accusé, parfois directement, les chiites d'être derrière les attentats contre les deux mosquées sunnites de Tripoli.

Les médias audiovisuels, qui ont offert de généreuses tribunes à ces personnalités extrémistes, sont également responsables de la propagation du discours sectaire et confessionnel.

Les autorités libanaises sont confrontées au défi d'agir et de réagir selon la logique étatique. Elles doivent prendre des mesures immédiates et sévères pour mettre un terme à ce chaos médiatique, juguler le discours sectaire et démanteler les réseaux financés et animés par Bandar Ben Sultan, qui menacent l'unité et l'existence du Liban. Il n'est pas permis que l'Armée, la Résistance et quelques personnalités sages, restent seules sur le champ de bataille pour défendre le Liban.

## Déclarations et prises de positions

**Général Jean Kahwaji**, commandant en chef de l'Armée libanaise

*« Les services de l'armée mènent en ce moment une guerre globale contre le terrorisme. La situation dans le pays est dangereuse et nécessite des efforts exceptionnels. Il est temps que nous mettions les différents protagonistes devant leurs responsabilités. Nous vivons des crises qui sont déterminantes pour l'avenir et qui menacent l'unité du pays. Aujourd'hui, nous faisons face au plus grand défi qu'on ait jamais connu et qui est celui du terrorisme. Ni les critiques, ni les campagnes de dénigrement, ni les roquettes, encore moins les charges explosives ne dissuaderont les services de l'armée. Cette guerre n'a rien à voir avec les conflits sur les plans politique ou médiatique qui ponctuent actuellement la scène*

*locale. Elle n'est pas en rapport non plus avec les rumeurs que l'on entend ici et là visant à ébranler la stabilité. Il s'agit de guerres internationales, régionales et arabes. L'institution militaire coopère avec les services de renseignement amis dans sa poursuite des réseaux subversifs. La coordination se fait de manière régulière à un très haut niveau en vue de la protection des Libanais et des ressortissants occidentaux et arabes se trouvant au Liban. L'armée surveille depuis plusieurs mois déjà un réseau terroriste qui s'emploie à piéger des voitures pour les placer dans certaines régions résidentielles. La voiture qui a explosé à Roueiss en était une. Le danger réside dans le fait que ce réseau ne planifie pas de cibler des régions ou une communauté précise, mais se prépare à provoquer une discorde en visant des localités de différentes appartenances communautaires et politiques. Il est grand temps que les protagonistes soient mis devant leurs responsabilités. La situation est grave et nécessite des efforts exceptionnels de la part de l'ensemble du leadership politique qui doit soutenir l'armée dans sa mission. »*

**Fayez Ghosn**, ministre libanais de la Défense

*« La période actuelle a un seul titre, celui de la guerre contre le terrorisme, d'autant que celui-ci n'a ni religion ni confession. Le terrorisme a simplement besoin de la division des Libanais et de l'effritement de leur tissu national pour s'emparer d'eux et les déchirer. Il n'est pas possible de politiser le terrorisme et de le couvrir, que ce soit par le biais de la remise en question du travail des services de sécurité ou par celui de la professionnalisation de ces services. Une telle attitude est nuisible pour le Liban et les Libanais. L'existence de cellules terroristes qui travaillent jour et nuit pour allumer le feu de la discorde au Liban n'est pas nouvelle. L'armée les poursuit depuis longtemps. Mais cette fois, l'action a été renforcée, car il y a une conscience du fait que la menace se rapproche dangereusement. »*

**François Ier**, pape de l'Eglise catholique romaine

*« Il faut faire cesser le bruit des armes en Syrie. La multiplication des massacres et atrocités est inacceptable. La communauté internationale doit trouver une solution. Ce n'est pas l'affrontement qui offre des perspectives d'espérance pour*

*résoudre les problèmes, mais la capacité de se rencontrer et de dialoguer. Je lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle se montre plus sensible face à cette tragique situation et s'engage au maximum pour aider la chère Nation syrienne à trouver une solution à une guerre qui sème destruction et mort. Je continue de suivre avec souffrance et préoccupation la situation en Syrie. Les terribles images de ces jours me poussent encore une fois à élever la voix pour que cesse le bruit des armes. »*

**Béchara Raï**, patriarche de l'Église maronite et cardinal de l'Église catholique romaine

*« Les Libanais doivent revenir au pacte national, qui stipule une vie commune entre musulmans et chrétiens, afin de sortir de leurs conflits qui menacent l'existence du Liban. Il y a un certain projet de destruction du monde arabe pour des intérêts politiques et économiques, et il y a encore un projet d'augmenter autant que possible les conflits interconfessionnels dans le monde musulman entre sunnites et chiites. Il y a des pays de l'Occident et de l'Orient qui sont en train de fomenter tous ces conflits. Maintenant nous sommes en train de voir la destruction totale de ce que les chrétiens ont pu construire durant 1400 ans de cohabitation avec les musulmans. Ils payent pour cette guerre entre sunnites et chiites entre modérés et fondamentaliste. J'ai écrit au Saint-Père deux fois pour décrire ce qui arrive. Je voudrais faire encore appel au Saint-Père qui seul parle de paix et de réconciliation. L'Occident –je ne suis pas autorisé de dire quel État– a aidé avec de fortes sommes de milliards de dollars les Frères musulmans pour arriver au pouvoir. »*

**Omran al-Zohbi**, ministre syrien de l'Information

*« Nous n'avons jamais utilisé d'armes chimiques en Syrie, sous quelque forme que ce soit, liquide ou gaz. L'armée syrienne n'a pas besoin d'utiliser d'armes chimiques, parce que son moral est élevé et qu'elle réalise des progrès face au terrorisme. L'armée syrienne avance et les terroristes sont dans l'impasse. Une intervention états-unienne en Syrie aura des conséquences très dangereuses. Il y aura le chaos et une boule de feu, qui brûlera non seulement la Syrie, mais aussi le Proche-Orient dans son ensemble. »*

**Ali Fayybad**, député du Hezbollah

*« La phase actuelle ne supporte pas les calculs ambivalents ni les paris en demi-teinte. Toute partie qui justifie, sous quelque prétexte que ce soit, le comportement des takfiristes partage avec ces derniers la responsabilité d'avoir fait couler le sang libanais. La grande mission à l'heure actuelle est d'empêcher le Liban de tomber dans le précipice. Il faut le plus rapidement possible mettre en place un gouvernement d'union nationale qui assumerait toutes ses responsabilités en affrontant les menaces et les dangers, et qui serait un cabinet de salut national. Ce gouvernement devrait, à l'unanimité et de façon claire, prendre la décision d'anéantir les groupes takfiristes qui ont eu les mains tachées de sang. »*

## Événements

• Le bloc parlementaire de Fidélité à la Résistance a affirmé jeudi que l'attentat de Roueiss est l'œuvre de « *services de renseignement odieux opérant dans la région et exploitant des groupes de takfiristes terroristes* ». Ces services, poursuit un communiqué du bloc, profitent de l'environnement politique provocateur qu'alimente une partie des forces du 14-Mars dans le but d'imposer au Liban une feuille de route stratégique despotique, au service de l'intérêt de l'axe régionalo-américano-sioniste ». Réuni sous la présidence du député Mohammad Raad, le bloc du Hezbollah a estimé que « *l'incapacité des groupes takfiristes à faire exécuter le complot dont ils avaient été chargés en Syrie et à la frontière libano-syrienne a poussé leurs patrons à les exploiter au Liban dans le but de compenser l'échec enregistré à ces deux niveaux* ». Reprenant l'argumentation que le chef du parti, sayyed Hassan Nasrallah, a développée dans ses discours pour essayer de justifier son intervention dans la guerre en Syrie aux côtés des forces du régime, le bloc parlementaire a indiqué qu'« *en accomplissant son devoir national, humain et religieux pour faire face à ces groupes et à leurs maîtres, dans le but de protéger le Liban, son unité, sa résistance, sa diversité et sa coexistence, le parti n'a fait que prendre une décision réaliste qui était inévitable,*



*quels que soient les sacrifices ». « La survie du Liban, de son peuple et de sa résistance rendait nécessaire la lutte contre un projet rancunier et abject qui se recoupeait avec celui qu'Israël cherche à imposer dans la région pour assujettir nos peuples », a indiqué le bloc, avant de se prononcer en faveur de la formation d'un gouvernement d'union nationale. Il a estimé que seule cette formule gouvernementale « peut favoriser une solution politique et lever la couverture dont bénéficient les terroristes et les auteurs de troubles dans le pays ».*

- Les Forces de sécurité intérieure ont intercepté dans la région de Ras Baalbeck un camion de type Mercedes, en provenance de Syrie, transportant 10 roquettes Grad de calibre 107 mm. Le conducteur du véhicule, de la famille Ghazi, est un ressortissant libanais originaire de Wadi Khaled.

- Le représentant de Hamas au Liban, Ali Baraka, en visite chez la députée Bahia Hariri, a précisé que « *Ahmad Taha, un Palestinien, est effectivement recherché par l'État libanais. Son frère est un membre du Hamas. La direction du renseignement au sein de l'armée nous a demandé de le lui remettre. Nous avons obtempéré sur-le-champ et l'avons remis au chef du service de renseignement militaire de la banlieue sud. Nous lui avons ensuite remis un de ses proches* », a-t-il dit. Il a souligné que le service de renseignement a affirmé « *qu'il voulait simplement recueillir leur témoignage ainsi que certaines données relatives aux déplacements d'Ahmad Taha qui, lui, est accusé* ».

## Revue de presse

**As-Safir** (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Mohammad Ballout, Paris (23 août 2013)

La délégation russe a fourni aux missions occidentales lors de la réunion extraordinaire de l'Onu une version de l'attaque à l'arme chimique survenue le 21 août dans la banlieue est de Damas.

Cette version, qui n'a pas été rendue publique, a été étayée par des documents et des images satellitaires des lieux de l'incident et de

la région de la Ghouta.

Selon des sources informées, les États–uniens n’ont avancé aucun document qui contredit la thèse russe vu que les images prises par les satellites US aboutissent au même résultat : c’est l’opposition syrienne qui a perpétré l’attaque à l’arme chimique.

Une brigade relevant de l’opposition syrienne baptisée « *Liwaa al-Islam* » et dirigée par Zahran Allouche a tiré depuis la région de Douma, le 21 août à 1h35, deux missiles de fabrication artisanale contenant des produits chimiques. Cette brigade est l’une des plus importantes bandes armées dans la Ghouta où environ 25 000 combattants sont déployés dans les villages de Arbin, Zamalka, Saqba, kafarnabt, Ein Tarme et Maazamiyeh. L’un des projectiles s’est abattu dans la région de Jobar alors que le second est tombé dans une zone située entre Arbin et Zamalka. Le tir des missiles est une riposte à l’opération d’envergure baptisée « *Bouclier de la capitale* » lancée par l’armée arabe syrienne aux entrées de Damas. Mercredi, l’artillerie des forces gouvernementales avait commencé à 1h00 du matin à pilonner les bastions des miliciens alors que les chars et les forces d’infanterie ont avancé à 6h00 vers Jobar pour attaquer les positions des groupes rebelles. Treize brigades extrémistes se sont mises à la disposition du Front al–Nosra pour combattre l’armée syrienne dans cette zone.

Selon des sources concordantes, les miliciens relevant du « *Front de la conquête de la capitale* » se sont retirés de Jobar à 1h00, quelques minutes avant la chute du missile sur la région. Ce qui justifie la présence de quelques dépouilles des combattants parmi les victimes du carnage, en comparaison avec le lourd bilan de civils tués.

#### **As–Safir (23 août 2013)**

Imad Marmal

Le clivage observé sur la scène locale au lendemain de l’explosion de Roueïss est regrettable. Au lieu de resserrer leurs rangs mettant à profit la condamnation de cet attentat, les Libanais se sont livrés à l’auto–flagellation, certaines parties allant jusqu’à faire prévaloir les tactiques inhérentes aux accrochages politiques sur les exigences de la solidarité nationale.

Des milieux proches du Hezbollah indiquent que les éléments du

parti se sont déployés sur le terrain, car les FSI et l'armée n'a pas la capacité de couvrir toutes les régions menacées d'être le théâtre d'attentats et d'explosions, vu qu'elles sont prises par d'autres missions dont elles sont en charge sur l'ensemble du territoire libanais. Les sources rappellent cependant que le Hezbollah est en coopération et coordination avec l'institution militaire et le ministère de l'Intérieur, qui ne se sont pas opposés aux mesures prises par le parti. Pourquoi être alors plus royaliste que le roi ?

#### **As-Safir (22 août 2013)**

Un rapport diplomatique passant en revue les résultats de la réunion orageuse entre le président russe Vladimir Poutine et le chef des services de renseignement saoudien, Bandar Bin Sultan, en juillet dernier, conclut que la région allant de l'Afrique du Nord à la Tchétchénie et l'Iran, passant par la Syrie et le Proche-Orient, est d'ores et déjà affectée par les effets de la confrontation ouverte russo-états-unienne.

Selon le même rapport, il n'est pas exclu que les choses prennent au Liban une tournure dramatique, tant au niveau politique que sécuritaire, au regard de la grande décision saoudienne de riposter à l'implication du Hezbollah dans la crise syrienne. Bandar Bin Sultan, en coordination avec les États-Uniens et certains partenaires européens, aurait proposé au roi saoudien Abdallah Ben Abdel Aziz d'entreprendre une visite à Moscou, au cours de laquelle il utilisera la politique du bâton et de la carotte, présentant des appâts au leadership russe sur les plans politique, économique, sécuritaire et militaire, en échange de concessions relatives à plusieurs dossiers relevant de la région, concernant notamment la Syrie et l'Iran.

Le visiteur saoudien aurait affirmé au président russe que toute entente à laquelle ils parviendraient au cours de la réunion reviendrait à une entente russo-US, et ne sera pas uniquement limitée aux parties russe et saoudienne, soulignant qu'avant son déplacement en Russie, il avait parlé aux États-Uniens, lesquels se seraient engagés à prendre à leur compte les ententes qui seraient conclues entre la Russie et l'Arabie saoudite, notamment dans l'éventualité d'un accord sur le dossier syrien. Le responsable saoudien aurait suggéré à Poutine que la Russie mette fin à son

soutien politique, par le biais du Conseil de Sécurité des Nations unies, ainsi qu'à son soutien économique et militaire, au régime syrien, lui promettant en contrepartie une coopération pétrolière et au niveau des investissements ainsi que la préservation des intérêts de la Russie en Syrie et sur la côte méditerranéenne. Le président Vladimir Poutine a répondu en affirmant que la position de la Russie ne changera pas vis-à-vis du régime syrien. Bandar Bin Sultan a de son côté lancé que la divergence au niveau de l'approche à l'égard du dossier syrien fait que la seule option à adopter reste l'option militaire, les horizons d'un compromis politique étant bouchés. Il aurait également affirmé que la tenue de la conférence de Genève 2 sera extrêmement difficile au vu de ce climat tendu.

**An-Nahar** (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Abdel Karim Abou el-Nasr (23 août 2013)

Selon des sources diplomatiques européennes à Paris, la décision d'inscrire le bras militaire du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes de l'UE n'est pas passagère. Son importance réside dans le fait qu'elle pourrait paver la voie à d'autres mesures à l'encontre du Hezbollah dont l'adoption sera envisagée à l'avenir. À en croire les mêmes sources, cette décision s'inscrit dans le cadre de la confrontation qui a lieu entre des pays de la région et l'Occident d'une part, l'alliance syro-iranienne de l'autre, et reflète l'incapacité de Damas et de Téhéran à protéger leur allié libanais. Les sources considèrent en outre que les Européens souhaitent maintenir le dialogue avec le Hezbollah, mais selon leurs conditions et non pas celles du Hezbollah, refusant désormais de se plier aux pressions et aux menaces de ce dernier, au vu notamment de leur influence grandissante dans la région. Les sources font savoir que seuls trois éléments pourraient amener l'UE à reconsidérer sa décision à l'encontre du Hezbollah :

- ▶ 1. En cas de décision de la part du Hezbollah de s'abstenir de l'utilisation des armes dans le conflit politique interne et de renoncer à ses actes et activités terroristes en Europe ;
- ▶ 2. Dans l'éventualité du retrait par le Hezbollah de ses combattants de la Syrie et de son application de la Déclaration de Baabda ;

- ▶ 3. Le Hezbollah devra se garder d'entraîner le Liban vers une confrontation militaire avec Israël.

**An-Nahar** (23 août 2013)

Ibrahim Bayram

Des sources proches du Hezbollah assurent que le parti a mis au point, depuis longtemps, une palette d'options et d'objectifs pour se préparer à la période consécutive à sa participation au conflit syrien. Ces options ne se limitent pas au renforcement des mesures de sécurité que les services de sécurité et de prévention du parti ont commencé à mettre en place, au grand jour, dans la banlieue sud de Beyrouth et au Liban-Sud et, prochainement, dans d'autres régions. Ces mesures, aussi importantes soient-elles, ne sont que le début de la marche des 1000 miles, pour prendre en main tout le jeu sécuritaire sur la scène libanaise afin d'asséner des coups douloureux aux groupes terroristes qui préparent des attentats semblables à celui de Roueiss. Selon certaines informations, le Hezbollah a informé les milieux concernés qu'il est disposé à faire tout ce qui lui est demandé pour empêcher l'« *irakisation* » du Liban, à condition que l'État et ses institutions accomplissent leurs devoirs pour éviter que la situation ne se détériore.

Il ne fait pas de doute que les tentatives de certaines figures du 14-Mars d'apporter une sorte de justificatif à l'attentat de Roueiss, et aux autres attaques qui pourraient survenir, en affirmant qu'il est dû à l'implication du Hezbollah en Syrie, a perdu de sa force et de sa pertinence. En effet, la « *punition* » pour cette participation aux combats est démesurée par rapport à l'action même. Ce sont des gens très ordinaires qui ont été pris pour cible dans l'attentat, et l'implication du Hezbollah dans le conflit syrien ne justifie en aucun cas l'explosion ou la couverture apportée aux tueurs.

De plus, l'expérience a prouvé que le pays tout entier ne sera pas à l'abri et ne restera pas stable si la banlieue sud ou d'autres régions deviennent des zones de meurtres et de terrorisme. Ainsi, les services de sécurité sont placés devant le défi d'accomplir leur devoir et de prouver qu'ils sont à la hauteur de leurs responsabilités. De même que les organisations et personnalités palestiniennes ont été placées devant leurs responsabilités après que les preuves eurent montrées que les cellules terroristes

démantelées ou recherchées sont composées de Palestiniens, dont les noms sont désormais connus.

Quoi qu'il en soit, le Hezbollah est persuadé qu'il ne sera pas entraîné tout seul dans cette spirale de la violence, qui a déjà prouvé son inefficacité. Toutes les composantes du paysage politique sans exception sont plongées dans la crise, avec à leur tête ceux qui ont bâti leurs calculs sur la possibilité de former un gouvernement de fait accompli ou un cabinet neutre pour imposer un nouveau paysage politique, en harmonie avec les paris et les calculs du 14-Mars.

#### **Al-Akhbar** (Quotidien libanais proche de la Résistance)

Mayssam Rizk (23 août 2013)

Le service de renseignement des Forces de sécurité intérieure (FSI) a repris vie après avoir sombré dans le coma suite à l'assassinat de Wissam el-Hassan. Cet organe revient donc sur le devant de la scène, en mettant à profit la tourmente sécuritaire qui s'est emparée du pays, et riposte ainsi aux campagnes l'ayant accusé de manquer à ses obligations. Ces renseignements auraient d'ailleurs reçu la consigne de mettre tous leurs moyens à la disposition des autres services de sécurité, le Courant du futur y ayant même donné son feu vert. Sur ce plan, une grande coordination avec le dispositif de sécurité du Hezbollah. Certains qualifient toutefois ces démarches de suspectes et établissent un lien avec une décision saoudienne de contrebalancer ainsi le pouvoir de la Résistance sur le terrain en matière de sécurité.

#### **Al-Akhbar** (23 août 2013)

Nasser Charara

La direction du renseignement de l'Armée libanaise a successivement reçu deux courriers confidentiels qui lui ont été adressés par le commandement de la Finul les 12 et 14 août, donc peu avant l'attentat de Roueiss le 15. Il y est indiqué que les services de sécurité de certains pays déployant des contingents dans le cadre de la Finul ont découvert l'existence de menaces sérieuses qui pèsent sur les forces onusiennes, et de projets d'attentats à la voiture piégée prenant pour cibles ces contingents au Liban-Sud. Et c'est Jabhat al-Nosra qui aurait placé la Finul dans sa ligne de mire.

Dans le premier courrier, il est précisé que ce front jihadiste a envoyé plusieurs voitures piégées de la Syrie au Liban, dont les suivantes, qui ont été identifiées : une BMW grise dans la région d'Ersal, conduite par le Syrien Mohammed Jassem el-Karaaouni (ce serait le véhicule qui a servi à l'attentat de Roueiss), une Mazda blanche dans le camp de Chatila conduite par Azmi Hassan el-Najjar, une Mercedes bleu marine conduite par Ahmad Abbas, une Renault Fuego grise, un Grand Cherokee blanc conduit par Walid Arhour dans le secteur de Tarik Jdidé, un 4x4 de marque Nissan, et une Kia noire dans la région de Saadnayel. Dans le même courrier, il était également question d'un acte terroriste ourdi par Jabhat al-Nosra contre la prison de Roumié.

Quant au second courrier, il évoque une Mercedes qui a été repérée à Tarik Jdidé à proximité de la mosquée de l'imam Ali avant de disparaître dans l'un des garages de la région de Kaskas. Parallèlement, ce courrier indiquait que les Syriens Faouzi Naaman et Ihab el-Moalla et le Libyen Amir Abdel Wahed sont entrés au Liban via Ersal, voici un mois, et se trouveraient actuellement dans le camp d'Aïn el-Héloué, où ils planifieraient des opérations terroristes qui devraient débiter à la fin du mois.

Des sources informées ont révélé que ces voitures piégées prennent pour cibles aussi bien la Finul que l'Armée libanaise.

#### **Al-Akhbar (23 août 2013)**

Firas al-Choufi

Des sources proches du Hezbollah sont convaincues que le déroulement des événements en Syrie, en Irak et au Liban prouve une seule chose : l'existence d'une décision saoudienne, inspirée par les États-Unis, pour faire exploser la région de Bagdad à Beyrouth.

Pourquoi l'Arabie saoudite a-t-elle pris cette nouvelle décision ? Les mêmes sources expliquent que tous les moyens régionaux et internationaux, à l'exception de l'intervention militaire directe, ont été utilisés ces 28 derniers mois pour tenter, en vain, de renverser le régime syrien. Les rebelles ont même reçu, en grandes quantités, des armes antichars et antiaériennes, efficaces et modernes. Tout le contraire n'est que mensonge. L'Arabie sait que le maintien du régime syrien et de ses alliés lui infligera, dans les années qui

viennent, des défaites qui risquent de déstabiliser le royaume. Aussi, est-il impératif de bouger.

Le nouveau paysage politique en Égypte ne constitue pas une victoire concrète pour l'Arabie saoudite mais un succès moral susceptible de se transformer en défaite à n'importe quel moment si les réalités égyptiennes changent. Aussi, pour compenser la résistance du régime syrien, la seule solution reste d'allumer la scène interne libanaise.

L'Arabie, et derrière elle les États-Unis, ne sont donc plus attachés à la stabilité du Liban, croient savoir les sources précitées. Au début, le pays avait été mis à l'abri des conséquences sérieuses de la crise syrienne et les développements sécuritaires étaient déterminés par des lignes rouges. Mais ces lignes rouges sont tombés, aux yeux de Riyad. L'embrasement du Liban est devenu une nécessité pour l'axe Riyad-Washington pour disperser les capacités du Hezbollah qui participe aux combats en Syrie et pour semer la confusion dans les rangs de la base populaire du parti, en lui faisant payer un lourd tribut. Cela, espèrent ces deux capitales, poussera le Hezbollah à limiter son implication sur les fronts de Homs, et la province de Damas et détournera son attention vers la scène interne libanaise. L'escalade initiée par le chef des services de renseignement saoudiens, le prince Bandar ben Sultan, ne se limite pas à l'aspect sécuritaire, affirment les mêmes sources. Les cercles de décision dans le royaume ont exercé d'énormes pressions sur le président Michel Sleiman et le Premier ministre désigné Tammam Salam pour former au Liban un gouvernement de fait accompli. Ou du moins, en finir avec le gouvernement démissionnaire actuel en formant un cabinet qui n'obtiendrait pas la confiance du Parlement mais qui deviendra, *de facto*, un gouvernement d'expédition des affaires courantes, ce qui aboutirait à l'isolement du Hezbollah.

Mais MM. Sleiman et Salam savent qu'il est difficile de former un tel gouvernement sans le soutien du député Walid Joumblatt, aussi les pressions ont-elles baissé, pour disparaître totalement après l'attentat de Roueiss et les propos de sayyed Hassan Nasrallah sur son refus catégorique du Hezbollah d'accepter un cabinet de fait accompli.



**Al-Anbaa** (Quotidien koweïtien, 20 août 2013)

Selon des informations sûres, le Hezbollah est en passe de mettre sur pied un dispositif sécuritaire défensif adapté au mode d'action des groupes takfiristes, et chargé de lutter contre ces mouvements. Cela s'accompagne de mesures de coordination avec les services de sécurité libanais et d'une décision de mettre un terme à la dispersion des civils et des réfugiés syriens dans ses zones d'influence, notamment dans la banlieue sud de Beyrouth.

Beaucoup s'attendent à ce que le Liban traverse une période difficile, caractérisée par une intensification des pressions sur le Hezbollah, aussi bien politiques (dossier gouvernemental), sécuritaires (attentats), militaires (scène syrienne) ou diplomatiques, en parallèle aux négociations israélo-palestiniennes qui doivent durer 9 mois.

Des responsables du Hezbollah assurent que sa participation au conflit syrien n'a pas abouti à un vide sécuritaire et militaire dans les régions où sont déployés les combattants de la Résistance au Liban-Sud et dans la Békaa-Ouest. Ces responsables précisent que les cadres de la Résistance poursuivent leur entraînement et leurs préparatifs pour faire face à toute agression israélienne. Le Hezbollah, assurent-ils, a obtenu des armes nouvelles dont l'utilisation dans toute prochaine guerre surprendra Israël et le monde entier, comme cela s'est produit en 2006.

**Al-Hayat** (Quotidien à capitaux saoudiens, 23 août 2013)

La situation sécuritaire, politique et économique au Liban est sans précédent, même dans les heures les plus sombres de la guerre civile. La vie politique dans le pays est en état de mort clinique : les efforts engagés pour former un nouveau gouvernement ont abouti à une impasse et il y a tout lieu de craindre également un vide à la tête de l'État au cas où il serait impossible pour le Parlement de se réunir pour élire un nouveau président.

**L'Orient-Le Jour** (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad (23 août 2013)

Le brusque élan sécuritaire qui pousse désormais les différents services de sécurité à se montrer d'une grande vigilance à l'égard des cellules « *dormantes ou en réveil* » extrémistes au Liban a

permis de dissiper un peu le climat de peur qui régnait sur le pays après l'explosion de la voiture piégée à Roueiss, jeudi 15 août. Si cet attentat d'une rare violence a surpris les Libanais, leur rappelant les tristes années de guerre et la série de voitures piégées qui avaient ensanglanté le pays dans les années 80, il n'était toutefois pas une surprise pour plusieurs milieux politiques. Depuis l'éclatement du conflit en Syrie, ces milieux n'ont cessé d'attirer l'attention des responsables sur la présence de plus en plus active de groupes takfiristes au Liban, qui pourraient un jour transformer le pays de « *terre de soutien* » en une « *terre de jihad* », si le besoin s'en fait sentir. Petit à petit, ces groupes qui, au départ, préféraient garder un profil bas, ont commencé à apparaître au grand jour, dans le cadre de manifestations de protestation ou de soutien à l'opposition syrienne, notamment à Tripoli. Chaque fois que les services de sécurité tentaient de réagir et de mettre un terme aux exactions de plus en plus nombreuses contre la population, ils étaient contraints de revenir sur leurs décisions et de relâcher les personnes pourtant souvent arrêtées en flagrant délit de port d'armes ou d'infractions diverses. Et quand ce n'était pas eux qui devaient relâcher les personnes arrêtées, c'était le parquet qui le faisait pour une raison ou une autre, face à l'inertie des responsables qui suivaient la politique de l'autruche. Même une affaire aussi flagrante que celle du navire *Loutfallah 2*, arraisonné parce qu'il avait à son bord des quantités impressionnantes d'armes dont on ignore jusqu'à présent à qui elles étaient destinées, n'a pas abouti et ses dessous n'ont jamais été dévoilés. Cette affaire n'est pourtant qu'une parmi des dizaines d'autres plus ou moins similaires, plus ou moins dangereuses pour l'intérieur libanais.

Aujourd'hui, il n'est plus possible de faire la sourde oreille, car les images de l'attentat de Roueiss ont choqué les Libanais. En même temps, le secrétaire général du Hezbollah Hassan Nasrallah a, dans son discours et par le biais de canaux spéciaux, envoyé un message très ferme aux autorités leur demandant d'assumer leurs responsabilités face à cette tragédie et surtout face aux risques de multiplication des scénarios de ce genre. Nasrallah a fait comprendre aux autorités concernées que si l'État ne faisait pas son devoir au sujet de la sécurité des Libanais, le Hezbollah

pourrait bien s'en charger, à leurs risques et périls. Mais il ne peut en aucun cas accepter que les citoyens ordinaires meurent parce qu'un groupe d'extrémistes, selon lui manipulés de l'extérieur, veut en découdre avec le Liban et les Libanais. Le Hezbollah est certes conscient que toutes les mesures préventives et la plus grande vigilance peuvent ne pas être suffisantes pour arrêter les assassins, mais cela ne signifie pas qu'il faut baisser les bras. D'autant qu'il est convaincu qu'il existe un plan pour « *irakiser* » le Liban, c'est-à-dire y multiplier les attentats sans cible précise autre que la violence meurtrière et le désir de monter les communautés les unes contre les autres.

Le commandant en chef de l'armée qui dispose, par le biais de la direction générale des services de renseignement militaires, de nombreux éléments sur les cellules takfiristes a immédiatement saisi la balle au bond et profitant de ce moment d'émotion provoqué par l'explosion de la voiture piégée de Roueiss, il a donné les instructions pour sévir. Les autres institutions sécuritaires ont suivi le courant et c'est ainsi que, sans véritablement attendre une décision politique qui aurait pu tarder à venir pour de multiples raisons, le Liban a été le théâtre ces derniers jours d'une action intensive des services de sécurité. Chaque jour de nouveaux détails sur les arrestations, les plans et les explosifs trouvés sont publiés dans les médias, sciemment distribués par les services concernés pour, d'une part, alerter l'opinion publique sur les plans destructeurs qui menacent le Liban et, d'autre part, rassurer les citoyens en leur montrant que ceux qui sont chargés de leur protection s'activent, découvrent et démantèlent des réseaux. Le commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwagi, a d'ailleurs déclaré mercredi une guerre ouverte contre le terrorisme, montrant ainsi que quelle que soit l'attitude des politiciens, il n'est pas question pour l'armée de revenir sur cette décision. Les sources proches de l'armée commencent déjà à affirmer que, dans ce genre de circonstances, l'armée n'a même pas besoin d'une décision politique pour réagir, puisque la sécurité des Libanais et celle du Liban sont menacées. Les investigations se concentrent aujourd'hui sur la localité d'Ersal et ses environs qui abriteraient de nombreux groupes salafistes. Certaines informations parlent de milliers de combattants qui

évolueraient dans cette zone, à la frontière syro-libanaise, difficile d'accès et incontrôlable. La localité de Majdel Anjar dans la Békaa est aussi pointée du doigt. Autre zone qui fait l'objet d'investigations serrées, la localité de Naamé et ses environs où la voiture piégée destinée à exploser dans un lieu « *favorable à la résistance* » a été trouvée. Cette voiture a constitué d'ailleurs une mine d'informations et de pièces à conviction pour les services de sécurité, qui seraient quasiment parvenus, grâce à elle et à son contenu, à se faire une idée précise et globale des plans préparés contre les citoyens libanais. Mais les lieux les plus visés par les investigations restent les camps palestiniens, en particulier celui de Aïn el-Héloué et ses environs, qui continuent d'abriter des partisans de cheikh Ahmad el-Assir ainsi que des cellules extrémistes de tout genre, mais aussi celui de Bourj Brajneh, tout proche de la banlieue sud de Beyrouth. Mais pour compléter leur travail, ils ont besoin d'un climat populaire favorable et surtout pacifié, loin des tensions politico-confessionnelles. D'où l'importance d'impliquer les médias dans cette guerre contre le terrorisme, pour couper court à des vellétés de trouver des excuses aux criminels ou en tout cas de réduire l'impact de leur action. L'armée et les services de sécurité ont donc profité d'un moment favorable pour faire leur travail, avec un mot d'ordre, qui est aussi un devoir national : empêcher justement « *l'irakisation* » du Liban.

**Le Figaro** (Quotidien français, 22 août 2013)

Des groupes armés opposés au régime syrien, encadrés par des commandos jordaniens, israéliens et américains, progressent vers Damas depuis mi-août.

Les premiers contingents syriens formés à la guérilla par les Américains en Jordanie seraient entrés en action depuis la mi-août dans le sud de la Syrie, dans la région de Daraa.

Un premier groupe de 300 hommes, sans doute épaulés par des commandos israéliens et jordaniens, ainsi que par des hommes de la CIA, a franchi la frontière le 17 août. Un second les aurait rejoints le 19.

Selon des sources militaires, les Américains, qui ne veulent ni mettre de soldats sur le sol syrien, ni armer des rebelles en partie

contrôlés par les extrémistes radicaux, forment discrètement depuis plusieurs mois, dans un camp d'entraînement installé à la frontière jordano-syrienne, des combattants de l'Armée syrienne libre (ASL) triés sur le volet.

À la faveur de l'été, leurs protégés auraient commencé à bousculer des bataillons syriens dans le sud du pays, en approchant de la capitale. « *Leur poussée se ferait désormais sentir jusque dans la Ghouta, où les formations de l'ASL étaient déjà à l'œuvre, mais sans réellement pouvoir faire la différence aux abords de la forteresse damascène* », explique David Rigoulet-Roze, chercheur à l'Institut français d'analyse stratégique (Ifas).

Selon ce spécialiste de la région, l'idée envisagée par Washington serait la création éventuelle d'une zone tampon à partir du sud de la Syrie, voire d'une zone d'exclusion aérienne, qui permettrait d'entraîner les opposants en toute sécurité, jusqu'à ce que le rapport de forces change. C'est la raison pour laquelle les États-Unis ont déployé des batteries Patriot et des F16, fin juin, en Jordanie.

**The Times** (Quotidien britannique, 21 août 2013)

Nicholas Blanford

Près de 10 000 ressortissants étrangers, dont 150 Britanniques, combattent dans les rangs des anti-Assad en Syrie. Parmi les combattants étrangers figurent plusieurs centaines d'Européens, des sunnites pour la plupart, venus en Syrie pour participer à la guerre, croit savoir une source proche du renseignement états-unien.

Le « *contingent européen* » compte jusqu'à 150 ressortissants britanniques, ainsi que des personnes originaires de l'Irak et de la République russe de Tchétchénie.

Le Front al-Nosra, principal groupe de combattants anti-Assad liés à Al-Qaida, est composé en majeure partie de Syriens dirigés par un certain Abou Mohammad al-Golani. Dans le même temps, il existe dans le pays un autre groupe extrémiste, Jaish al-Muhajirin wal Ansar, composé principalement d'étrangers et dirigé par Abou Omar, ressortissant tchéchène ayant combattu les forces fédérales russes dans le Caucase du Nord.

« *Ce groupe compte parmi ses membres des Irakiens, des*

*Saoudiens, des Libyens, des Marocains, des Tunisiens, ainsi que des ressortissants de plusieurs pays européens », a fait savoir la source.*

*Pierre Khalaf*

Source  
New Orient News (Liban)

---

Source : « Menaces états-uniennes pour masquer les défaites de Bandar Ben Sultan », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 26 août 2013, [www.voltairenet.org/article179920.html](http://www.voltairenet.org/article179920.html)